



Rentrée scolaire 2024 en Occitanie : l'intersyndicale de l'EAP rencontre le Chef du SRFD...

En cette première semaine de rentrée, nous avons interpellé notre SRFD quant aux conditions de rentrée déplorables en Occitanie. Notre ministère, en pleine gabegie d'argent public, après avoir distribué des briques à tout-va sur deux années consécutives décide tout à coup de couper les crédits de remplacement. Pour l'heure, nous avons recensé plus d'une vingtaine de postes ATLS et enseignant·es qui ne sont toujours pas remplacés.

La situation est particulièrement chaotique dans certains établissements de la région : pas de fiche de service ou des versions erronées, pas d'emploi du temps... Bref les agent·es sont livré·es à elles·eux-mêmes. De telles conditions ne permettent pas d'accueillir sereinement les apprenant·es et entravent nos missions de service public. Comment, dès lors, recruter davantage d'élèves, si elles et ils sont accueilli·es dans un tel chaos ? Les personnels sont épuisés et attendent un signal fort de notre autorité académique qui s'est engagée à régler ces situations mais le temps presse !

A Rodez, ce sont des comptes d'apothicaires qui conduisent à l'absence de dédoublements en 2nde Générale et Technologique. Cette logique comptable dégrade les conditions d'apprentissage des élèves et déstabilise les équipes. L'intersyndicale Elan Commun/FO continuera à dénoncer cette « chasse à la DGH » induisant un redéploiement des moyens qui met en concurrence les EPL de la région.

Quant à l'absence des crédits de remplacement... ayez confiance... mais il va falloir attendre : la DGER va accompagner le SRFD sur une partie des besoins exprimés. Les situations seront donc examinées au cas par cas... En attendant les directeur·rices doivent gérer la pénurie et là, l'imagination va bon train :

- à Castelnaudary une AED lâche 50% de son contrat pour remplacer en vacation le prof d'ESC
- des CDD d'un mois seront payés sur budget d'établissement jusqu'en janvier
- les HSE et les vacations pleuvent ...

Ces bricolages sont inadmissibles d'autant qu'ils précarisent les personnels : les heures de vacations ne seront payées qu'au mois de décembre !!

Le bilan est très lourd en ce début d'année scolaire et les réponses bien floues. Nous dénonçons une rentrée scolaire « sans boussole » et exigeons les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services dans tous les établissements agricoles publics de la région.